

## **Déclaration préalable de SUD éducation 34 CDEN de l'Hérault Réunion du 15 novembre 2019**

La start up nation du gouvernement Macron nous renvoie tout droit au XIXème siècle. En effet, toutes les décisions prises sous couvert de modernité, de flexibilité, d'autonomie, conduisent à maintenir la classe populaire et laborieuse, de moins en moins instruite, dans une précarité de plus en plus grande. Entièrement responsable de son sort, de son parcours, de son accès aux études ou à l'emploi, celle-ci devient de fait corvéable à merci, puisque tous les ressorts collectifs de solidarité et d'accompagnement auront été brisés par ce gouvernement.

Les réformes conduites par M. Blanquer et Mme Vidal dans les domaines de l'éducation instaurent de fait une sélection par l'argent, où celui qui n'en a pas ou trop peu ne peut suivre des études longues dans de bonnes conditions. La vie étudiante est chère, et les étudiants sans revenus, grandement précarisés, en viennent à des gestes extrêmes de désespoir.

Les nouvelles modalités de gestion des mutations et des carrières, par le biais des « lignes directrices de gestion » mettent en lumière la ligne managériale et de restriction budgétaire qui sous-tend tout ce qu'entreprend ce gouvernement.

Le rapport Mathiot-Azéma, lui, illustre parfaitement l'habitude prise par les ministres de fonctionner à moyens constants : en l'occurrence déshabiller les REP pour rhabiller, à la convenance des recteurs et rectrices, les autres territoires en souffrance comme le rural.

Pour la réforme des retraites, qui concerne l'ensemble des salariés de ce pays (à l'exception des régimes des ministères de l'Intérieur et des Armées), le gouvernement est forcé de reconnaître que les enseignant-e-s, déjà très mal considéré-e-s dans leur progression de carrière et dans le montant de leurs salaires, seront les plus pénalisé-e-s en retombant à des montants de pensions comparables aux échelons 1 et 2 du début de carrière.

Tout ce dévouement, tout cet engagement, toutes ces heures non comptées pour ça ! Et encore, Jean-Michel Blanquer envisage, comme il l'appelle, une revalorisation mais liée à de nouvelles charges de travail (formation pendant les vacances, prime REP+ conditionnée...). Quand on ne fait pas dans la nov'langue, cela s'appelle « travailler plus pour gagner plus ». Déjà entendu, déjà testé : rien de neuf dans ce nouveau monde.

Les violences survenues samedi dernier, lors de la dernière manifestation des Gilets Jaunes doivent être pointées du doigt : ces manifestants qui protestent depuis un an maintenant sont des travailleurs, des citoyens à part entière et ne peuvent être nassés, gazés, interpellés, molestés abusivement au mépris des droits les plus élémentaires. Leurs revendications sont légitimes et rejoignent les nôtres. Jeudi 5 décembre, une mobilisation massive va démarrer contre la réforme des retraites et la destruction des services publics, touchant tous les secteurs d'activité, y compris les fonctionnaires. La répression ne peut pas être la réponse du gouvernement.